

Deux fois plus d'abandons

• 453.000 élèves ont quitté l'école en 2017-2018, uniquement au primaire et collège

• Amzazi promet d'y remédier et de doper l'employabilité des jeunes

• Création d'une filière sport/études, inédite au Maroc

DEPUIS 2000, plus de 6,3 millions d'élèves ont abandonné leur scolarité au Maroc. Une véritable hémorragie. En 2016-2017, l'Education nationale se targuait de la baisse du nombre d'abandons, limité à près de 218.114. Mais voilà que le nombre double tout d'un coup, pour passer à 453.134 en l'espace d'une année, uniquement au primaire (5,7% des effectifs) et collège (12%). N'a-t-on pas

Réussir un exploit en 6 ans		
	Primaire	Collège
2017-2018	5,7%	12%
2021-2022	2,5%	6%
2024-2025	1%	3%

Source: MEN
Diviser le taux d'abandon scolaire au primaire et au collège par quatre. C'est l'exploit que promet l'Education nationale en l'espace de six ans. Pourrait-on y arriver en si peu de temps?

comptabilisé tous les départs l'année précédente, laissant croire à un faux recul? Ou bien l'école publique nous montre-t-elle, encore une fois, son incapacité à retenir ses élèves?

C'est justement sous le signe de la lutte contre les déperditions scolaires et de la promotion de l'employabilité des jeunes que le coup d'envoi de l'année scolaire 2018-2019 a été donné. Le ministre de l'Education nationale, Saaid Amzazi, a présenté son plan d'action devant SM le

Roi, lundi dernier à Rabat. L'accent sera ainsi mis sur les programmes sociaux allégeant la charge financière des parents. Le programme de subventions Tayssir (60 à 140 DH par enfant et par mois, en fonction des niveaux), conditionné par la scolarisation des enfants, sera renforcé à partir de cette année. Le nombre de bénéficiaires devrait passer de 706.359 à près de 2,1 millions. Soit environ trois fois plus (+1,4 million d'élèves). Le coût passerait à 2,1 milliards de DH, contre 500 millions de DH auparavant, soit quatre fois plus. Un saut considérable! Une convention a été signée devant le Roi dans ce sens, avec le ministère des Finances. Mais l'argent sera-t-il débouqué dans les temps? Pour rappel, Tayssir traîne deux ans d'arriérés, durant lesquels les parents n'ont pas touché leurs subventions.

Le ministère veillera, par ailleurs, à renforcer l'enveloppe dédiée aux internats et restaurants scolaires. 570 millions de DH supplémentaires seront accordés à cette rubrique, pour atteindre un budget de 1,4 milliard de DH. Une somme qui profitera à 1,4 million d'élèves. Le réseau d'écoles communautaires en milieu rural, pour sa part, intégrera 150 nouvelles unités d'ici 2021. En matière

de transport scolaire, 193.000 élèves en profiteront cette année (154.000 l'an dernier), et 325.000 en 2021.

Le préscolaire fait, aussi, partie des moyens de lutte contre l'abandon scolaire. Aujourd'hui, moins de la moitié (49,6%) des 4-5 ans sont préscolarisés. Près de 727.000 enfants y échappent toujours. Cette année, on vise 100.000 enfants supplémentaires, à travers la

Les chiffres de la rentrée

- Primaire, collège et lycée: **7,1** millions d'élèves et **248.000** enseignants
- Préscolaire: **748.214** élèves
- Classes prépas publiques: **8.253** élèves
- Formation professionnelle: **776.000** stagiaires
- Enseignement supérieur: **937.000** étudiants (dont **860.219** dans les universités, **50.397** dans des instituts privés, et **26.659** relevant de la formation des cadres) □

création de 4.000 nouvelles classes. En 2021-2022, on espère créer des classes préscolaires dans toutes les écoles publiques, pour atteindre un taux de préscolarisation de 67%, avant de passer à 100% en 2027-2028. Cela nécessitera la mobilisation de 50.000 classes, 56.000 éducateurs et 950 animateurs pédagogiques.

+ 50.000 boursiers à la Formation professionnelle

La formation professionnelle ne sera pas en reste. Les stagiaires bénéficie-

scolaires en un an!

ront de 8 nouveaux internats et restaurants (1.200 lits). Ils seront, en outre, plus nombreux à toucher une bourse. Dès cette année, le nombre de boursiers de la formation professionnelle passera à 60.000, contre 10.000 un an plus tôt.

Au niveau de l'enseignement supérieur, 4 cités universitaires, en plus de deux annexes, d'une capacité de 4.900 lits, seront ouvertes. Sans compter 6 nouveaux restaurants universitaires.

Pour doper l'employabilité des jeunes, le ministère prévoit de revoir l'offre des établissements à accès ouvert, afin de coller aux besoins du marché de l'emploi. L'on insistera, par ailleurs, sur la formation par alternance. Le projet nécessite, toutefois, une forte adhésion des entreprises. L'on parle, également, d'une «nouvelle génération de Centres de formation professionnelle», qui répondent mieux aux besoins des acteurs économiques. Deux instituts de formation aux métiers de la santé seront ainsi créés à Casablanca et à Rabat pour com-

mencer. Un institut national de formation des formateurs et encadrants verra, aussi, le jour à Tamesna. Le ministère parie en parallèle sur la mise en place

Bel hommage pour le super prof du Rif!

Il y a encore un an, Hicham Elfaquih, enseignant dans un petit douar au milieu des montagnes du Rif, n'imaginait même pas qu'il se tiendrait un jour devant le Roi. Mais son dévouement pour ses élèves ruraux, privés de tout, lui a valu la sympathie du Maroc tout entier. Depuis la publication du reportage de L'Economiste sur ses initiatives (voir L'Economiste du 29 mai 2018), Hicham est devenu la coqueluche des réseaux sociaux. Il a reçu des aides de toutes parts, y compris de l'étranger. Lundi dernier, il a fait partie des 18 professeurs et cadres de l'Education nationale, décorés d'un *Wissam* par le Roi, au palais de Rabat. Un bel hommage pour le jeune prof, mais aussi pour tous les enseignants qui, comme lui, se donnent corps et âme pour leur noble métier. □



d'un système «actif» d'orientation (scolaire, professionnelle et universitaire), et de l'encouragement de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi.

Et pour la première fois au Maroc, une filière «sport-études» sera créée au niveau du collège et du lycée. Elle aboutira à un baccalauréat professionnel. Ses lauréats pourront poursuivre leurs études supérieures.

Afin d'aider les étudiants à améliorer leur soft skills, des centres de langues seront généralisés aux universités et instituts de formation professionnelle. Un apprentissage obligatoire de langues étrangères pendant six mois sera imposé. Il sera aussi question d'enseigner des matières scientifiques et techniques en langues étrangères dans le secondaire. La mesure avait déjà été tentée il y a quelques années, soulevant un tollé. Passerait-elle mieux cette fois-ci? □

Ahlam NAZIH